



ANNEXES

■ INDICATEURS ET PRÉCISIONS
MÉTHODOLOGIQUES

PAGE 82

■ GLOSSAIRE

PAGE 85

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE

DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

POUR 2009



INDICATEURS ET PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

ENVIRONNEMENT

Index GRI	Référence GRI	Indicateurs environnement	Unité	2008	2009	Page(s) du rapport
Matériaux	EN2	% de papier recyclé		70	100	65
Énergie	EN3	Consommation d'énergie primaire	tep	898 684	808 776	44
		gaz naturel	tep	89 709	89 321	44
		GPL	tep	9 488	10 062	44
		essence	tep	3 399	2 862	44
		essence aviation	tep		1 684	44
		gazole	tep	218 395	69 584	44
		gazole marine	tep		122 467	44
		fuel domestique	tep	42 774	26 695	44
		fuel lourd	tep	13 396	11 157	44
		fuel technique	tep		2 134	44
		kérosène	tep	507 447	462 136	44
		charbon	tep	11 928	9 722	44
		biocombustibles	tep	1 513	1 003	44
		huiles végétales	tep	3	0	44
		hydrogène	tep	635	0	44
	EN4	Consommation d'énergie intermédiaire	tep	133 425	97 347	44
		électricité	tep	121 845	91 973	44
		chaleur	tep	6 889	3 576	44
		vapeur	tep	4 609	1 619	44
		produite	tep	82	179	44
		Consommation énergie totale	tep	1 032 109	906 174	44
Eau	EN8	Prélèvements d'eau	m ³	18 157 589	17 615 742	-
		pluie récupérée	m ³	44 911	240 644	-
		captage	m ³	8 486 002	9 003 508	-
		fournisseur	m ³	9 626 476	8 371 591	-
Biodiversité	EN11	Surface de terrains protégés	ha	378 604	367 229	30
Émissions, effluents, déchets	EN16	Émissions de gaz à effet de serre	t eq CO ₂	3 203 439	2 637 880	-
	EN20	émissions de NOx	t	980	610	-
	EN20	émissions de SOx	t	542	532	-
	EN20	émissions de COV	t	1 777	1 830	-
	EN22	déchets dangereux	t	24 727	35 058	70
	EN22	déchets non dangereux	t	55 039	46 810	70
	EN22	déchets recyclés	t	19 818	36 474	70
Éco-conception		Nombre d'opérations d'armement éco-conçues		26	31	58



SOCIAL ET SOCIÉTAL (POUR LES DONNÉES SOCIALES COMPLÈTES, SE REPORTER AU BILAN SOCIAL 2009)

Index GRI	Référence GRI	Indicateurs sociaux et sociétaux	Unité	2008	2009	Page(s) du rapport
Emploi	LA1	Nombre d'employés		421 588	313 402	-
		militaires		345 001	240 996	-
		civils		76 587	72 407	-
		fémisation du personnel militaire	%	14,6	15	-
		fémisation du personnel civil	%	37,2	36,1	-
		âge moyen du personnel militaire		33,2	32,5	-
		âge moyen du personnel civil		46	46,3	-
Santé et sécurité	LA7	Nombre de maladies professionnelles				
		militaires		338	217	-
		civils		167		-
Formation et éducation	LA10	Nombre de journées de formation	jours			
		militaires		3 294 660	3 880 892	-
		civils		240 739	212 961	-
Diversité et égalité des chances	LA13	Insertion des jeunes à travers le dispositif défense 2 ^e chance	%	75	75	-
	LA13	bénéficiaires de l'obligation d'emploi pour le Fonds d'insertion des personnes handicapées	%	5,57	5,95	-

ACHATS ÉCO ET SOCIO RESPONSABLES

Index GRI	Référence GRI	Indicateurs économiques	Unité	2008	2009	Page(s) du rapport
		marchés réservés	M€	1,27	1,54	75
		crédits de recherche consacrés à l'environnement (études amont)	M€	9	14,3	57
		dépenses et investissements en matière d'environnement	M€	119	122	-
		nouveaux matériels micro-informatiques labellisés Energy star	%	100	100	65
		restauration biologique	k€	280	900	66

La Gendarmerie est rattachée officiellement au ministère de l'Intérieur depuis le 1^{er} janvier 2009. Les indicateurs environnementaux sont calculés hors Gendarmerie depuis 2008, certains indicateurs sociaux (formation, conditions de travail) prennent encore en compte la Gendarmerie en 2009 (conventions de gestion signée entre les 2 ministères).

Certaines données environnementales 2008 ont été corrigées après la parution du premier rapport de développement durable. En effet l'analyse des résultats 2009 a permis de corriger des incertitudes et d'affiner les méthodes de calcul utilisées lors du premier bilan.



PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

Périmètre

Ce rapport de développement durable ne couvre pas les établissements publics sous tutelle ou cotutelle du ministère de la Défense.

Choix des indicateurs

Ce second rapport tente de suivre les lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI), ONG soutenue par les Nations Unies, ayant défini les lignes directrices d'un rapport DD utilisées comme référence internationale. Le ministère de la Défense a sélectionné une quarantaine d'indicateurs les plus pertinents pour son activité. Les indicateurs «économiques» notamment n'ont pas été retenus car non applicables directement à l'État.

Organisation et principes méthodologiques

Ce rapport a été élaboré par un comité de rédaction composé des états-majors, directions et services concernés du ministère (état-major des armées, armée de terre, marine, armée de l'air, service des essences, service de santé, direction générale de l'armement, secrétariat général pour l'administration, délégation à l'information et à la communication, contrôle général des armées).

Le système mis en place est fondé sur des enquêtes auprès des différents services/unités sur le terrain réalisées par les chargés de protection de l'environnement ou chargées de prévention. Un outil de reporting a été élaboré qui intègre une description des principes de reporting, des calculs automatiques et des conseils pour faciliter le travail de recueil des données. Les correspondants désignés à l'échelle régionale et nationale s'assurent de la cohérence des informations recueillies.

Limites

Concernant les prélèvements d'eau, tous les captages n'étant pas équipés de compteurs, il s'agit d'estimations.

L'indicateur biodiversité (EN11) est sous-estimé car certaines surfaces ne sont pas connues. Par ailleurs, la surface totale des aires protégées ou classées au ministère dépasse celle du ministère car les classements (Natura 2000, ZNIEFF etc.) peuvent se cumuler sur un même site.

La part de CO₂ calculée à partir des consommations d'énergie repose sur l'hypothèse d'une électricité fournie par EDF.

En l'absence de moyens de mesure, les émissions de polluants dangereux sont difficiles à calculer. Les NO_x ont été calculés pour les installations de combustion uniquement, les COV pour les solvants, les peintures à base de solvants et les carburants.

La répartition des déchets (recyclés, incinérés etc.) n'est pas toujours connue car non prévue dans les contrats d'élimination. Les déchets qui sont estimés en volume ne sont pas comptabilisés.



GLOSSAIRE

AOT	autorisation d'occupation temporaire
APAJH	association pour adultes et jeunes handicapés
APF	association des paralysés de France
BA	base aérienne
BMR	bureau maîtrise des risques
BPC	bâtiment de projection et de commandement
BSI	bureau stationnement infrastructure (région terre)
CAEPE	centre d'achèvement et d'essais des propulseurs et engins
CCAA	comité de coordination de l'administration des armées
CCS	comité de coordination et de sauvetage
CELRL	conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
CEMA	chef d'État-major des armées
CERAH	centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés
CGA	contrôle général des armées
CIDEF	conseil des industries de défense françaises
CMP	code des marchés publics
CODERST	commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques
COPRNM	conseil d'orientation pour les risques naturels majeurs
CPE	contrat de performance énergétique
CREN	conservatoire régional des espaces naturels
DASRI	déchets d'activité de soins à risque infectieux
DEEE	déchets des équipements électriques et électroniques
DGA	direction générale de l'armement
DIREN	direction régionale de l'environnement
DIRISI	direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la Défense



DMPA	direction de la mémoire, du patrimoine et des archives
DOCOB	document d'objectifs
DREAL	direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
EdA	économat des armées
ENSTA	école nationale supérieure des techniques avancées
FAA	forces armées aux Antilles
FEGAPEI	fédération nationale des parents et amis des gestionnaires de services pour personnes handicapées mentales
FIE	fonds d'intervention pour l'environnement
GED	grande école de la Défense
GESAT	groupement des établissements et services d'aide par le travail
HFDD	haut fonctionnaire au développement durable
HPE	haute performance énergétique
HQE	haute qualité environnementale
ICPE	installation classée pour la protection de l'environnement
IFORE	institut de formation de l'environnement
IOTA	installation, ouvrages, travaux et activités
IPE	indice de performance environnementale
LPO	ligue pour la protection des oiseaux
MEEDDM	ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
MLRS	multiple launch rocket system
MPSRA	mission prévention et sécurité routière des armées
NRBC	arme nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique
OCDE	organisation de coopération et de développement économiques
OMI	organisation maritime internationale
ONCFS	office national de la chasse et de la faune sauvage
ONF	office national des forêts
ONG	organisation non gouvernementale



OPEX	opération extérieure
PACTE	parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État
PDA	plan de déplacement d'administration
PEA	programme d'études amont
PEB	plan d'exposition au bruit
PME	petites et moyennes entreprises
PMI	petites et moyennes industries
PNR	parc naturel régional
PPP	partenariat public privé
REACH	registration, evaluation and authorisation of chemicals (règlement européen sur les substances chimiques)
REP	rejet d'eau pluviale
SAGE	schéma d'aménagement et de gestion de l'eau
SDIS	service départemental d'incendie et de secours
SGA	secrétariat général pour l'administration
SHD	service historique de la Défense
SID	service d'infrastructure de la Défense
SIMMAD	structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la Défense
SIMu	service interarmées des munitions
SIQU	signe d'identification de la qualité et de l'origine
SNLE	sous-marin nucléaire lanceur d'engins
SPAC	service parisien de soutien de l'administration centrale
SSA	service de santé des armées
SSF	service de soutien de la flotte
STEP	station d'épuration
UGAP	union de groupement des achats publics
ZNIEFF	zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique



DÉVELOPPEMENT
DURABLE DÉFENSE

RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE

DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

POUR 2009



Ce rapport est le fruit d'un travail collectif mené par l'ensemble des armées, directions et services de la Défense, sous le pilotage de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (SGA/DMPA).

POUR EN SAVOIR PLUS

consultez le site Internet www.defense.gouv.fr

contactez la mission développement durable : → **Hélène Perret** > helene.perret@defense.gouv.fr
→ **Christine Roucaute** > christine.roucaute@defense.gouv.fr

Ministère de la Défense - SGA/DMPA
Mission développement durable
37, rue de Bellechasse
75007 Paris

Ce rapport a été réalisé avec un papier PEFC et imprimé avec des encres végétales

Chefs de projet > **Marie-Astrid de la Messuzière** / **Nathalie Seguin** - SGA/Com
Directeur artistique / Graphiste > © **Pascal Ilic** - SGA/Com
Maquettiste graphiste > **Pascale Varache** - SGA/Com
Impression > **Bedi-Sipap**

Achevé d'imprimer en octobre 2010





Pour une Défense d'avance

www.defense.gouv.fr

